

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU

SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE BOGOTÁ

N°17 –29 avril 2021

En bref

Le FMI estime que le Venezuela a enregistré un taux de chômage de 58,3% en 2020, soit le plus élevé au monde. Les personnes parmi les plus touchées par la pandémie sont celles qui dépendent d'un salaire journalier

et sont en dehors des filets de sécurité sociale officiels. La dernière enquête sur les conditions de vie au Venezuela (Encovi 2019-20) révèle que 96 % des Vénézuéliens sont pauvres et que 79 % d'entre eux vivent dans l'extrême pauvreté.

LE CHIFFRE À RETENIR

58,3%

C'est le taux de chômage estimé par le FMI pour l'année 2020 au Venezuela.

BOLIVIE

Au-delà de 20.000 USD, toute sortie ou entrée de devises devra être effectuée par des entités d'intermédiation.

Les entrées et sorties pour des montants supérieurs à 20.000 USD devront être réalisées via des entités d'Intermédiation financière régularisées par l'Autorité de Supervision du Système Financier (ASFI). Cette norme modifie le plafond précédent fixé à 50.000 USD. En outre, les entrées ou sorties de devises du territoire bolivien pour un montant compris entre 10.000 USD et 20.000 USD doivent être enregistrées auprès de la Banque centrale (BCB).

COLOMBIE

La Colombie a reçu près d'1M de doses AstraZeneca dans le cadre du mécanisme Covax.

La Colombie a reçu dimanche dernier 912.000 doses de vaccin de l'entreprise pharmaceutique AstraZeneca contre le Covid-19, un lot avec lequel le pays pourra accélérer le Plan National de Vaccination. Les vaccins sont arrivés grâce au mécanisme multilatéral Covax, que la Colombie copréside depuis ce mois-ci. L'objectif affiché du Président Ivan Duque est la vaccination de 8M de Colombiens d'ici la fin du mois de mai.

Les classes en présentiel sont suspendues pendant deux semaines.

Après une évaluation du comité épidémiologique de Bogota, il a été décidé que la quarantaine générale se poursuivrait du jeudi 29 avril à minuit au lundi 3 mai à 4 heures du matin. Par ailleurs, les classes en présentiel sont suspendues jusqu'au 9 mai pour les crèches, les écoles et les universités. Cette décision intervient alors que 93% des écoles publiques de Bogota avaient déjà été autorisées à rouvrir. Le couvre-feu est maintenu à partir de 20 heures mais tous les établissements, entités et industries doivent fermer à 19 heures pour se conformer à cette mesure à l'heure prévue. La vente d'alcool est désormais interdite, sauf en livraison à domicile.

Des milliers de Colombiens défilent pour protester contre le projet de réforme fiscale du gouvernement.

Des milliers de manifestants ont répondu à l'appel des plus grands syndicats colombiens et ont manifesté mercredi 28 avril contre le projet de réforme fiscale du gouvernement. Les syndicats ont insisté pour que la grève ait lieu malgré une décision de justice ordonnant de reporter les manifestations en raison des inquiétudes suscitées par un troisième pic de coronavirus. La ville de Cali a mis en place un couvre-feu à 13h et a déployé l'armée après que plusieurs bus ont été brûlés.

La pauvreté monétaire a atteint 42,5% en 2020.

L'Institut national des statistiques (DANE) a publié les chiffres sur la pauvreté colombienne en 2020. La pandémie du COVID-19 a entraîné une hausse de 6,8 points de pourcentage de la pauvreté monétaire en un an, qui s'établit à 42,5% de la population en 2020 (soit 21M de personnes). Pour sa part, l'indicateur d'extrême pauvreté est passé à 15,1%, en hausse de 5,5 points.

La France et la Colombie signent un protocole d'accord pour le renforcement et la modernisation institutionnelle des services météorologiques colombiens.

Un protocole d'accord a été signé entre l'Institut d'hydrologie, de météorologie et d'études environnementales (Ideam) de Colombie et le Service météorologique national de France (Météo France), qui vise à la mise en œuvre de collaborations pour moderniser l'Ideam et améliorer les informations météorologiques. L'initiative s'inscrit dans le cadre des stratégies

du gouvernement national visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2030 et à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Le ministère de l'Environnement colombien a par ailleurs annoncé l'intention d'Ideam de diriger l'Agence nationale pour le changement climatique non seulement en Colombie, mais également en Amérique du Sud.

EQUATEUR

La réforme du Code monétaire et financier a été approuvée.

La réforme du Code monétaire et financier, dont l'objectif est de renforcer l'autonomie de la Banque centrale (aujourd'hui dépendante du pouvoir exécutif) et de bloquer les tentatives de financement du gouvernement avec les réserves internationales (ces dernières ne couvrent que 47% des dépôts du secteur bancaire), a été adoptée par l'Assemblée nationale. Cette réforme est considérée comme un instrument permettant de consolider la dollarisation du pays et fait partie des conditions à la poursuite du programme de soutien financier du FMI.

L'activité aérienne nationale reste très affaiblie.

Le secteur aérien affiche de faibles taux d'activité malgré la réouverture progressive de l'espace aérien à l'automne 2020. Les compagnies aériennes domestiques assurent entre 20% et 28% (Latam et Avianca respectivement) des créneaux sur lesquels elles opéraient avant la pandémie. L'aéroport de Guayaquil affiche une baisse de passagers de 66% en 2020 par rapport à 2019. Par ailleurs, le tourisme vers les îles Galapagos est de nouveau en forte baisse: le ministère du Tourisme

rapporte une baisse des touristes de 73% au T1 2021 par rapport au T1 2020.

PEROU

Le gouvernement n'amendera pas la loi pour le retrait jusqu'à 100% du compte d'épargne-chômage CTS.

Le gouvernement a annoncé qu'il n'amendera pas la loi approuvée par le Congrès qui permet le retrait intégral des fonds des comptes épargne-chômage (dit CTS) pour les Péruviens. Le CTS est un substitut à l'assurance-chômage (inexistante au Pérou), sur lequel l'employeur verse périodiquement un montant dépendant du salaire du travailleur, auquel ce dernier a accès dès lors qu'il perd son emploi. Selon le gouvernement, le retrait des fonds de la CTS risquerait néanmoins de laisser les travailleurs sans protection contre les imprévus du chômage.

Le dollar atteint un nouveau pic de 3,84 soles.

Ce record, atteint le lundi 26 et mardi 27 avril est survenu à la suite de 7 journées d'appréciation et dépasse le précédent pic de 3,77 soles du 30 mars. Malgré le recul au niveau mondial du dollar, la devise américaine n'a cessé de s'apprécier au Pérou pendant le mois d'avril en particulier après le premier tour des élections présidentielles et les premiers sondages pour le second tour qui donnent un avantage important au candidat Pedro Castillo, critique du modèle économique en vigueur.

VENEZUELA

Les exportations du Venezuela vers les Etats-Unis ont diminué de 91,3% en 2020.

En 2020, le Venezuela a exporté 168 MUSD de marchandises aux Etats-Unis, contre 1,7 Md un an auparavant, soit une baisse de 91,3% de la valeur totale. Plus en détail, les ventes vénézuéliennes de pétrole aux Etats-Unis ont chuté de 99,1% en un an, à 15 MUSD. Le commerce bilatéral total a atteint 1,2 Md USD en 2020, contre 3,2 Mds USD en 2019, soit une baisse de 59,4% de la valeur.

Face à la pénurie de diesel, les agriculteurs reviennent à l'attelage de bœufs pour labourer les champs.

Alors que les importations de carburant étaient compliquées par les sanctions imposées par les États-Unis en 2017, le diesel a fait l'objet d'une exception pour raisons humanitaires, permettant son échange contre du pétrole. Ce mécanisme, qui permettait d'éviter les pénuries, a cessé en novembre 2020, aggravant la situation du pays incapable de produire à hauteur de la demande et à une qualité impropre à l'usage des moyens de transport, le diesel étant notamment utilisé pour les tracteurs, les moissonneuses, les semoirs et dans les pompes d'irrigation. Les producteurs agricoles mettent en garde contre un effondrement imminent du "système agroalimentaire" en raison des mauvaises récoltes et des difficultés à produire de la viande, du lait et des œufs. Certains ont recours à la technique du labourage par traction animale, selon l'AFP.



DOSSIER DU MOIS : **LES NOUVELLES PREVISIONS DE CROISSANCE ET LES GRANDS ENJEUX POUR LA REPRISE.**

La croissance en Amérique latine et dans les Caraïbes s'est vivement redressée au second semestre de 2020, mais toujours plus lentement que l'économie mondiale et les autres marchés émergents. Malgré un soutien budgétaire sans précédent, les bonnes performances des partenaires commerciaux, la hausse des prix des matières premières et des liquidités importantes sur les marchés internationaux, la contraction a atteint 7% en 2020, soit le niveau le plus élevé au monde dépassant de loin le ralentissement mondial de 3,3%). La persistance de la crise sanitaire (associée à la lenteur de la mise en place des campagnes de vaccination) dans de nombreux pays jette une ombre sur les perspectives à court terme tandis que l'aggravation de plusieurs fragilités structurelles sous-jacentes pose d'importants défis à long terme. La dernière estimation du FMI pour 2021 table sur une croissance de 4,6% (un chiffre inférieur aux 5,8% estimés pour les pays émergents hors Chine) et l'institution estime que le revenu par habitant ne rattrapera pas son niveau d'avant-pandémie avant 2024.

En Bolivie, le FMI estime qu'après une croissance négative de 7,7% en 2020, le PIB augmentera de 5,5% en 2021 et 4,2% en 2022, année au cours de laquelle il retrouverait son niveau de 2019. La Banque centrale (BCB) et le ministère de l'Économie et des Finances visent une croissance de 4,4% en 2021, une inflation de 2,6% et un déficit budgétaire de 9,7%. Le gouvernement a souligné l'importance de la campagne de vaccination et des « bonos » pour relancer l'économie du côté de la demande. L'économie bolivienne doit toutefois faire face à certains risques macroéconomiques tels que les cours des hydrocarbures, l'érosion de ses réserves internationales, le maintien d'un déficit budgétaire et un endettement élevés ainsi que le risque posé au secteur financier par des éventuels prêts non-performants parmi les crédits ayant bénéficié de reports et périodes de grâce depuis le début de la pandémie.

En Colombie, le COVID-19 a eu de graves répercussions économiques et sociales (plus de 5M d'emplois ont été temporairement affectés) et le PIB s'est contracté de 6,8% en 2020 selon le

FMI (contre une estimation de 8,2% en octobre), la plus grande récession jamais enregistrée dans le pays. En 2021, le FMI table sur une reprise de 5,1% mais les hypothèses restent fortement dépendantes de la politique de vaccination en cours (8M de Colombiens vaccinés à la fin mai selon l'objectif affiché par le Président) alors que les nouveaux confinements locaux ont limité la reprise. Les efforts déterminés de la Colombie pour intégrer les immigrants vénézuéliens dans l'économie, avec la mise en place d'un statut de protection temporaire, devraient accroître le potentiel de croissance à moyen terme du pays. Par ailleurs, le gouvernement vient de déposer devant le Congrès un projet de réforme fiscale devant augmenter la collecte de 2,6% de PIB afin de financer des politiques sociales et environnementales ambitieuses tout en restaurant une trajectoire budgétaire soutenable et ainsi rassurer les marchés.

En Equateur, le FMI estime qu'après une récession de 11% l'an dernier, le PIB augmentera de 2,5% cette année, soit le taux de croissance le plus faible pour l'Amérique du Sud (hors

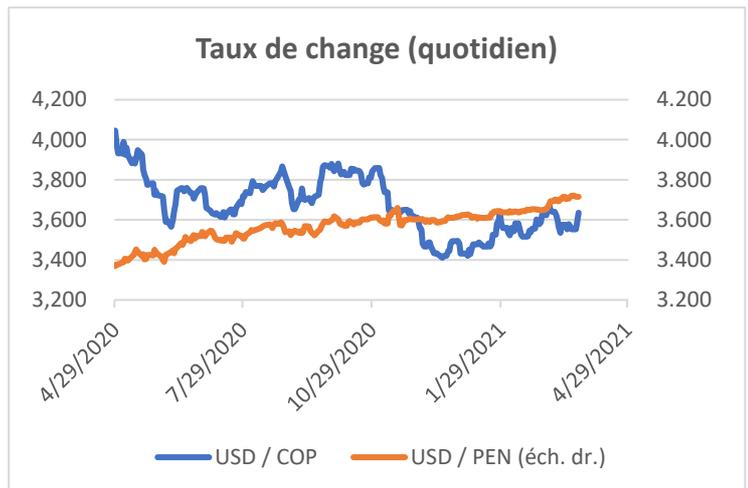
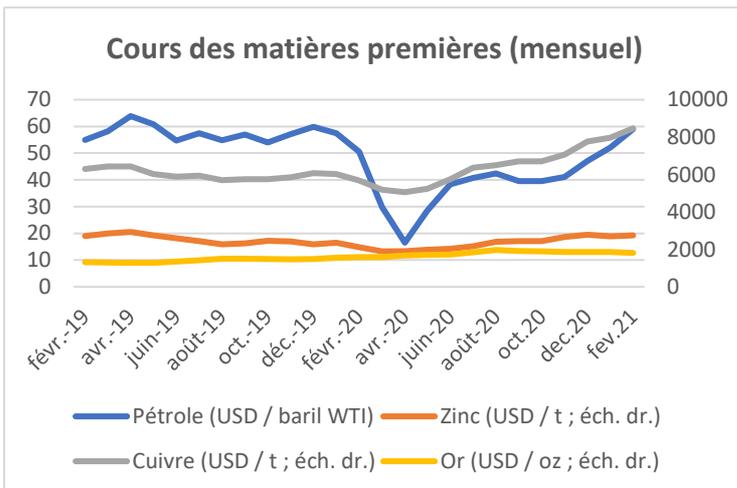
Venezuela). La croissance dépendra du succès du plan de vaccination, qui avance très lentement (0,5% de la population a reçu une première dose). Par ailleurs, le programme de stabilisation et de redressement de l'Équateur du FMI, dont le but est de jeter les bases d'une économie plus dynamique et plus compétitive, est conditionné à des ajustements en termes de dépenses et investissements publics en 2021 qui sont de nature à ralentir la croissance à court terme. À moyen terme, le défi consistera à ramener la dette publique à des niveaux viables, conformément aux objectifs d'endettement propres à l'Équateur, désormais inscrits dans la loi.

Au Pérou, le FMI estime qu'après une récession de 11,1% en 2020, le PIB péruvien enregistrera une croissance de 8,5% en 2021 et 5,2% en 2022, année où il retrouverait son niveau de richesses de 2019. En mars, la Banque centrale (BCRP), prévoit que la croissance atteindra 10,7% pour 2021 et 4,5% pour 2022. La BCRP s'attend à ce que l'amélioration du contexte international (termes de l'échange, prix du cuivre) relance l'économie péruvienne. Certains indicateurs tels que la consommation d'électricité, de ciment et la collecte de la TVA approchent les niveaux pré-pandémie et l'emploi formel devait se récupérer au second semestre. La hausse de l'épargne privée et du crédit aux entreprises sont de bons signaux pour le rebondissement de la consommation privée. Toutefois, la recrudescence de la deuxième vague, la lenteur de la campagne de vaccination et les incertitudes politiques, notamment sur la stratégie économique que pourrait adopter un éventuel gouvernement du candidat Pedro Castillo (favori des sondages pour le second tour) sont des facteurs qui n'ont pas été anticipés. L'impact le plus visible de cette incertitude a été une envolée du dollar à des taux historiques de 3,84 soles. En revanche, le directeur pour

l'hémisphère occidental du FMI, Alejandro Werner, a précisé que les prédictions du fonds sont conservatrices et intègrent un mauvais premier trimestre, ce qui s'est réalisé.

Au Venezuela, l'économie a commencé l'année avec un PIB inférieur de 74% à celui enregistré en 2013 au début de la crise. Les effets conjugués de la pandémie au niveau local et mondial, et du renforcement des sanctions par l'administration Trump ont été dévastateurs pour une économie déjà très affaiblie : le FMI estime la récession à -30% en 2020, contre une précédente estimation à -25% en octobre. En 2021, l'institution table sur une moindre dégradation (-10%) bien que les dépenses publiques resteront contraintes par le manque d'accès au financement et alors que la décision de l'administration américaine en novembre d'interdire les échanges de brut contre diesel a porté atteinte à l'ensemble de l'économie. Néanmoins, le pays bénéficie de la remontée des cours du pétrole et a pu augmenter sa production par rapport aux niveaux du second semestre 2020 grâce à la hausse de ses ventes, en particulier à la Chine. L'approbation de la loi "anti-blocage" et d'une réforme de la loi sur les hydrocarbures ont pour objectif d'attirer davantage d'investissements privés en particulier dans le secteur pétrolier crucial pour le pays.

Les graphiques de la semaine :

**Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2020) :**

	POPULATION (M)	PIB réel (Mds USD)	Croissance du PIB		Déficit fiscal	Dette publique (% PIB)	IDH (rang mondial)		Doing Business (rang mondial)	
			2020 e.	2021 p.			2020	Variation sur un an	2020	Variation sur un an
BOLIVIE	11,5	38.7	-7.7	5.5	-8.5	59.3	107	+7	159	-3
COLOMBIE	50,3	282.2	-8.2	5.1	-9.4	59.3	83	0	67	-2
EQUATEUR	17,3	93.07	-7.5	2.5	-8.9	n.a	86	-1	129	-6
GUYANA	0,782	6.8	43.3	16.3	-5.6	36.9	122	-1	134	0
PEROU	32,5	188.4	-11.1	8.4	-9.4	21.9	79	+3	76	-8
SURINAME	0,581	2.8	-13.4	0.6	-13.9	n.a	97	+1	162	+3
VENEZUELA	27.9	n.a	-30	-10	n.a	n.a	113	-20	188	0
ARGENTINE	45.3	382.7	-9.9	5.8	-11.4	n.a	46	+2	126	-7
BRESIL	211.4	1312.6	-4	3.6	-16.7	68.5	84	-5	124	-15
CHILI	19.4	245.4	-5.8	6.1	-8.7	14.6	43	-1	59	-3
MEXIQUE	128.9	1133.2	-8.2	5	-5.8	56.7	74	0	60	-6

Source : données Banque mondiale, FMI (WEO, avril 2021), PNUD, Doing Business.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international